

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200758]

17 JANVIER 2019. — Décret relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique liée à la circulation des véhicules

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° la zone de basses émissions : la zone dont l'accès aux véhicules motorisés est restreint ou interdit, de manière temporaire ou permanente, en fonction des nuisances environnementales causées par ces véhicules et de la planification prévue à l'article 4;

2° le seuil d'alerte : un niveau au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine de l'ensemble de la population et à partir duquel des mesures sont prises immédiatement par le Gouvernement;

3° le Code de la route : le code défini par l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

4° l'arrêté royal du 15 mars 1968 : l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

5° l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant et justifiant la mise en œuvre de mesures d'urgence;

6° le véhicule : le véhicule au sens de l'article 1^{er}, § 2, 40, de l'arrêté royal du 15 mars 1968;

7° les véhicules des catégories M1, M2, M3, N1, N2 et N3 : les véhicules des catégories correspondantes visés dans l'arrêté royal du 15 mars 1968;

8° le véhicule à usage spécial : le véhicule à usage spécial au sens de l'article 1^{er}, § 2, 45, de l'arrêté royal du 15 mars 1968;

9° l'élévateur à fauteuil roulant : le système élévateur monté dans ou au véhicule, qui est utilisé en vue de monter le fauteuil roulant avec son utilisateur dans le véhicule;

10° l'euronorme I, II, III, IV, V, VI, Vid-TEMP ou Vid : la norme applicable aux véhicules des catégories M3, N2 et N3 répondant aux normes d'émissions visées dans le Règlement (CE) n° 595/2009 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 relatif à la réception des véhicules à moteur et des moteurs au regard des émissions des véhicules utilitaires lourds (Euro VI) et à l'accès aux informations sur la réparation et l'entretien des véhicules, et modifiant le Règlement (CE) n° 715/2007 et la Directive 2007/46/CE, et abrogeant les Directives 80/1269/CEE, 2005/55/CE et 2005/78/CE;

11° l'euronorme 1, 2, 3, 4, 5, 6, 6d-TEMP ou 6d : la norme applicable aux voitures particulières et véhicules utilitaires légers des catégories M1, M2 et N1 répondant aux normes d'émission correspondantes, visées dans le Règlement (CE) n° 715/2007 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2007 relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5 et Euro 6) et aux informations sur la réparation et l'entretien des véhicules, le Règlement (CE) n° 692/2008 de la Commission en ce qui concerne les émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5 et Euro 6) et le Règlement (UE) n° 582/2011 de la Commission en ce qui concerne les émissions des véhicules utilitaires lourds (Euro VI);

12° la caméra ANPR : la caméra qui reconnaît automatiquement les plaques d'immatriculation;

13° la valeur limite : un niveau à atteindre dans un délai donné, fixé sur la base des connaissances scientifiques, dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou l'environnement dans son ensemble; une fois atteint, ce niveau ne peut être dépassé;

14° véhicule électrique : véhicule électrique au sens de l'article 2, 27^obis, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

15° véhicule hybride : un véhicule à moteur électrique et à moteur à combustion, dont l'énergie est fournie au moteur électrique par des batteries pouvant être ou non chargées par un raccordement à une source d'énergie externe;

16° véhicule hydrogène : véhicule utilisant l'hydrogène comme seule source d'énergie.

Art. 2. § 1^{er}. Est interdite, uniquement pour ce qui concerne les véhicules de la catégorie M1 :

1° à partir du 1^{er} janvier 2023, la circulation d'un véhicule qui ne répond à aucune euronorme ou qui répond à l'euronorme 1;

2° à partir du 1^{er} janvier 2024, la circulation d'un véhicule qui répond à l'euronorme 2;

3° à partir du 1^{er} janvier 2025, la circulation d'un véhicule qui répond à l'euronorme 3;

4° à partir du 1^{er} janvier 2026, la circulation d'un véhicule qui répond à l'euronorme 4;

5° à partir du 1^{er} janvier 2028, la circulation d'un véhicule équipé d'un moteur diesel qui répond à l'euronorme 5;

6° à partir du 1^{er} janvier 2030, la circulation d'un véhicule équipé d'un moteur diesel qui répond à l'euronorme 6, à l'exclusion des véhicules équipés d'un moteur diesel qui répond à l'euronorme 6d-TEMP ou à l'euronorme 6d ou à une euronorme supérieure.

§ 2. Pour des motifs environnementaux ou sanitaires, le Gouvernement peut interdire la circulation de véhicules qui ne sont pas visés au § 1^{er}. Dans ce cas, le Gouvernement en détermine la liste et les échéances.

§ 3. Le Gouvernement peut déterminer des mesures d'accompagnement destinées aux propriétaires de véhicules dont la circulation est interdite en vertu du présent décret.

Art. 3. § 1^{er}. Sont autorisés à circuler au-delà des échéances visées à l'article 2 :

1° pour une durée complémentaire déterminée par le Gouvernement, les véhicules répondant au moins à l'euronorme 4, acquis avant la date du 1^{er} janvier 2019, pour autant qu'ils ne soient pas cédés à un tiers;

2° les véhicules qui parcourent annuellement moins de 3 000 km;

3° les véhicules prioritaires visés à l'article 37 du Code de la route;

4° les véhicules des forces armées;

5° les véhicules utilisés en situation d'urgence ou opération de sauvetage à la demande des pompiers, de la police, de l'armée, de la protection civile ou des autorités routières;

6° les véhicules spécialement équipés pour l'entretien et le contrôle d'infrastructures et d'installations d'intérêt général;

7° les véhicules adaptés au transport de personnes handicapées, pour lesquels une approbation d'adaptation d'un véhicule a été délivrée par l'autorité compétente.

La durée complémentaire visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, commence à compter de la date fixée à l'article 2 pour chaque véhicule concerné.

§ 2. Le Gouvernement peut définir d'autres exceptions à l'interdiction de circuler visée à l'article 2, en fonction de la nature, du type, de l'utilisation faite du véhicule concerné, ainsi qu'en cas de situations exceptionnelles et limitées dans le temps. Il fixe les modalités selon lesquelles des dérogations individuelles sont accordées.

§ 3. Le présent article est sans préjudice de l'application des articles 4 à 14.

CHAPITRE II. — Zones de basses émissions

Section 1^{re}. — Disposition commune

Art. 4. § 1^{er}. L'accès à une zone de basses émissions est autorisé uniquement aux :

1° véhicules qui n'appartiennent pas aux catégories M et N;

2° véhicules électriques, les véhicules hybrides avec une émission de CO₂ maximum de 50 grammes au kilomètre, et véhicules hydrogènes;

3° véhicules à moteur des catégories M et N, immatriculés en Belgique ou à l'étranger, qui remplissent les conditions suivantes :

a) à partir du 1^{er} janvier 2020, aux véhicules dont :

i. le moteur diesel répond au moins à l'euronorme IV ou 4;

ii. le moteur à essence, au LPG ou au CNG répond au moins à l'euronorme II ou 2;

b) à partir du 1^{er} janvier 2022, aux véhicules dont :

i. le moteur diesel répond au moins à l'euronorme V ou 5;

ii. le moteur à essence, au LPG ou au CNG répond au moins à l'euronorme III ou 3;

c) à partir du 1^{er} janvier 2025, aux véhicules dont :

i. le moteur diesel répond au moins à l'euronorme VI ou 6;

ii. le moteur à essence, au LPG ou au CNG répond au moins à l'euronorme IV ou 4;

4° véhicules prioritaires visés à l'article 37 du Code de la route;

5° véhicules des forces armées;

6° véhicules utilisés en situation d'urgence ou opération de sauvetage à la demande des pompiers, de la police, de l'armée, de la protection civile ou des autorités routières;

7° véhicules spécialement équipés pour l'entretien et le contrôle d'infrastructures et d'installations d'intérêt général;

8° véhicules à usages spéciaux qui répondent à la définition d'autocaravane ou de grue mobile;

9° transports exceptionnels au sens de l'article 2, § 1^{er}, 5°, de l'arrêté royal du 2 juin 2010 relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels, disposant d'une autorisation valide de transport exceptionnel délivrée par l'autorité compétente;

10° véhicules adaptés au transport de personnes handicapées, pour lesquels une approbation d'adaptation d'un véhicule a été délivrée par l'autorité compétente;

11° véhicules équipés d'un élévateur à fauteuil roulant et non visés au 10°;

12° véhicules utilisés dans le cadre d'un service public de transport;

13° trains miniatures touristiques au sens de l'article 2, § 2, 8°, de l'arrêté royal du 15 mars 1968;

14° véhicules adaptés spécialement pour les marchés, les foires, les parades et les commerces ambulants.

Lorsque l'euronorme d'un véhicule ne figure pas dans la base de données de l'autorité responsable de l'immatriculation des véhicules ou ne figure pas sur le certificat d'immatriculation, l'euronorme est déterminée sur la base d'éléments probants fournis par la personne au nom de qui le véhicule est immatriculé, ou à défaut, sur base de la date de la première immatriculation du véhicule. Dans ce cas, les dates mentionnées en annexe 1e sont utilisées pour déterminer l'euronorme qui s'applique au véhicule.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, l'autorisation d'accès du véhicule visé est prolongée d'une année pour les véhicules pour lesquels une attestation de conformité a été délivrée par une installation d'entretien et de réparation agréée visée à l'article 16.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, sauf en cas d'application de l'article 8, les véhicules mis en circulation depuis plus de quarante ans et utilisés à des fins de loisirs touristiques ou autres fins commerciales peuvent accéder à une zone de basses émissions.

Afin de bénéficier des dérogations visées aux alinéas 1^{er} et 2, les véhicules concernés doivent se faire enregistrer dans la base de données visée à l'article 14. Le Gouvernement précise les modalités d'enregistrement.

§ 3. Le Gouvernement peut compléter la liste des véhicules autorisés à accéder aux zones de basses émissions telle que visée au paragraphe 1^{er} sur base de :

- 1^o l'impact des véhicules sur la pollution atmosphérique;
- 2^o leur motorisation;
- 3^o leur âge;
- 4^o le cas échéant, leur niveau d'entretien.

Le Gouvernement définit les exceptions à la restriction du droit d'accès en zone de basses émissions visé au paragraphe 1^{er}, en fonction :

- 1^o de la nature, du type ou de l'utilisation faite du véhicule concerné;
- 2^o du moment de la journée.

Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles des dérogations individuelles, temporaires ou permanentes, sont accordées. Pour ce faire, il peut tenir compte de critères socio-économiques et de la situation particulière des usagers, notamment des personnes résidant à l'intérieur des zones de basses émissions.

§ 4. Pour des motifs environnementaux ou sanitaires, le Gouvernement peut restreindre ou interdire la circulation de véhicules équipés des motorisations qu'il détermine et selon les échéances qu'il fixe.

Art. 5. Le Gouvernement arrête les mesures de publicité concernant la création de la zone de basses émissions.

Art. 6. Si, en cas de déviation ou contournement du trafic imposé par la police ou le gestionnaire de voirie, le trafic de transit de l'extérieur de la zone de basses émissions est obligatoirement dévié en passant à l'intérieur de la zone de basses émissions et que cette situation fait en sorte qu'un véhicule ne répondant pas aux critères d'accès circule dans la zone de basses émissions, aucune infraction ne peut être constatée pour ce qui concerne ce véhicule.

Section 2. — Zones de basses émissions régionales

Art. 7. Le Gouvernement peut créer une ou plusieurs zones de basses émissions, permanente ou temporaire, sur le territoire de la Région wallonne afin d'améliorer la qualité de l'air.

Art. 8. Lorsque le seuil d'alerte est dépassé, l'accès à l'ensemble du territoire de la Région wallonne est autorisé conformément à l'article 4, pour la durée du dépassement.

Dès que le Gouvernement a connaissance, au cours d'un pic de pollution, d'un risque de dépassement du seuil d'alerte, il met en œuvre une information visant l'ensemble des automobilistes indiquant une possible application de l'alinéa 1^{er}. Le Gouvernement arrête les modalités d'information.

Section 3. — Zones de basses émissions communales

Art. 9. § 1^{er}. De manière permanente, pour certains moments fixes de la journée ou certaines périodes de l'année, une commune peut proposer au Gouvernement la création, par règlement communal complémentaire de circulation, d'une ou plusieurs zones de basses émissions sur les voiries communales et régionales qui se trouvent sur son territoire, à l'exception des autoroutes.

Le projet de règlement communal est motivé et accompagné d'un plan de mobilité comprenant des solutions alternatives de mobilité, adopté en concertation avec les communes limitrophes et les gestionnaires de voiries concernés.

Le Gouvernement fixe les conditions auxquelles répondent les zones de basses émissions proposées par une commune.

§ 2. Dans les quinze jours de l'adoption de la proposition visée au paragraphe 1^{er}, la commune transmet au Gouvernement pour approbation le projet de règlement communal complémentaire de circulation, ainsi que les documents l'accompagnant.

Lorsque la proposition a des conséquences importantes en termes d'augmentation du trafic sur le territoire d'une autre commune, le Gouvernement soumet pour avis la proposition à ces autres communes concernées et les invite, le cas échéant, à proposer une zone de basses émissions commune.

Le Gouvernement règle la procédure et les modalités d'approbation du règlement visé au paragraphe 1^{er}.

Le Gouvernement règle le délai endéans lequel les zones de basses émissions créées en vertu du présent article sont effectives sur le territoire visé.

§ 3. La restriction au droit d'accès des véhicules aux zones de basses émissions se règle conformément aux dispositions prises par le Gouvernement en vertu de l'article 4.

Art. 10. Lorsqu'une valeur limite de qualité de l'air est dépassée, sur son territoire, la commune concernée soumet au Gouvernement, dans le délai qu'il fixe, un projet de règlement visant à créer une zone de basses émissions permanente conformément à l'article 9.

A défaut de projet soumis dans le délai ou si le projet n'est pas suffisant pour améliorer la qualité de l'air, le Gouvernement impose les mesures nécessaires conformément à l'article 7.

Art. 11. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer, aux conditions qu'il détermine, un subside ou un soutien matériel aux communes qui mettent en œuvre une ou plusieurs zones de basses émissions.

Section 4. — Signalisation et contrôles

Art. 12. Une zone de basses émissions est signalée par les panneaux F117 et F118 visés à l'article 71.2 du Code de la route, auxquels est ajouté, lorsque la zone est fixée de manière temporaire, un panneau avec la période concernée.

Le périmètre des zones de basses émissions créées en vertu des articles 7, 8 et 9 du présent décret est publié, de manière permanente, sur le site Internet de la commune sur laquelle elles se trouvent.

Art. 13. § 1^{er}. Le contrôle de l'accès aux zones de basses émissions et la constatation des infractions s'effectuent en recourant à des caméras ANPR, avec ou sans appareils automatiques, fixe ou mobile.

§ 2. Les véhicules pour lesquels la base de données visée à l'article 14 ne contient pas les informations nécessaires au contrôle visé au paragraphe 1^{er} doivent faire l'objet d'un enregistrement préalable afin de circuler sur le territoire de la Région wallonne.

Le Gouvernement détermine les modalités d'enregistrement ainsi que les véhicules qui sont dispensés d'enregistrement. Il met à disposition du public un outil permettant de savoir si un véhicule doit faire l'objet d'un enregistrement.

Art. 14. § 1^{er}. Les données strictement nécessaires et pertinentes à l'application du présent décret sont enregistrées dans une base de données.

Les services désignés par le Gouvernement gèrent cette base de données.

A cette fin, ces services demandent les données nécessaires portant sur les véhicules sous format électronique aux autorités compétentes, telle l'autorité responsable de l'immatriculation des véhicules et les communes créant une zone de basses émissions sur leur territoire.

§ 2. Lorsque les données visées au paragraphe 1^{er}, à l'exception des données visées au paragraphe 3, ne jouent pas de rôle substantiel pour prouver une infraction, elles sont conservées trois mois, sauf si les données sont nécessaires dans le cadre d'un examen de suivi ou à des fins historiques, statistiques ou scientifiques dans le respect de la législation relative à la vie privée.

Pour ce faire, les données à caractère personnel sont rendues anonymes dès que leur individualisation n'est plus nécessaire pour la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées.

Les données peuvent être communiquées aux autorités ou administrations désignées par le Gouvernement en vue de leur traitement ultérieur à des fins historiques, statistiques et scientifiques.

§ 3. Les données liées à l'enregistrement des véhicules sont conservées maximum trois mois après l'expiration de la durée de validité des enregistrements en question.

Les données fournies par la personne au nom de qui le véhicule est immatriculé, pour accéder à une zone de basses émissions peuvent être conservées maximum trois mois après l'expiration de la validité de l'accès obtenu.

§ 4. Le Gouvernement détermine comment les données relatives aux véhicules sont enregistrées dans la base de données, ainsi que la procédure et les modalités. Il précise les conditions relatives au contenu et au fonctionnement de la base de données.

CHAPITRE III. — Arrêt des moteurs

Art. 15. Lorsqu'un véhicule est à l'arrêt à un endroit où il n'est pas interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement en application de l'article 24 du Code de la route, le conducteur coupe directement le moteur du véhicule.

Le Gouvernement peut prévoir des dérogations à l'alinéa 1^{er} pour certaines catégories de véhicules ou en cas de problème technique.

CHAPITRE IV. — *Entretien des véhicules en vue de réduire les émissions*

Art. 16. § 1^{er}. Le Gouvernement peut déterminer les modalités de contrôle des émissions des polluants atmosphériques émanant des véhicules au niveau :

- 1° des centres de contrôles techniques lors des contrôles périodiques ou complémentaires;
- 2° des contrôles aléatoires sur la voie publique.

§ 2. En vue de vérifier, maintenir et encourager la performance environnementale des véhicules, le Gouvernement peut agréer une installation d'entretien et de réparation qui répond aux conditions et modalités qu'il fixe. Les conditions portent sur les exigences relatives au matériel de mesure des émissions, sur l'application de méthodes de contrôle, sur les actes techniques d'entretien et à la délivrance de conseils aux utilisateurs des véhicules.

§ 3. L'installation d'entretien et de réparation agréée délivre une attestation de conformité au propriétaire du véhicule concerné et au service désigné par le Gouvernement. Le Gouvernement fixe le contenu de l'attestation.

Conformément à l'article 4, § 2, sur base de l'attestation délivrée, le propriétaire peut demander une dérogation temporaire visant à lui permettre d'accéder aux zones de basses émissions. Le Gouvernement détermine la procédure de demande ainsi que ses modalités.

CHAPITRE V. — *Infractions pénales et administratives*

Art. 17. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de l'article D.151 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, celui qui :

- 1° contrevient à l'article 2;
- 2° en connaissance de cause, ne s'est pas enregistré conformément à l'article 13, § 2, ou a fourni de fausses données pour l'enregistrement;
- 3° accède à une zone de basses émissions en contravention à l'article 4;
- 4° contrevient à l'article 15;
- 5° délivre une attestation visée à l'article 16 sans disposer de l'agrément nécessaire.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives et finales*

Art. 18. L'article D.138, alinéa 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, est complété par un 20° rédigé comme suit :

« 20° le décret du 17 janvier 2019 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique liée à la circulation des véhicules. ».

Art. 19. Dans l'article D.141 du même Livre, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié par le décret du 19 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

“ En cas d'infraction flagrante commise à partir ou au moyen d'un véhicule à moteur, lorsque l'agent constatateur n'a pu identifier l'auteur des faits mais bien le numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule, le procès-verbal constatant l'infraction et comportant l'identification du numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule fait foi que l'infraction a été commise par la personne au nom de laquelle le véhicule est immatriculé auprès de l'autorité responsable de l'immatriculation des véhicules ou de son équivalent étranger. Cette présomption peut être renversée par tout moyen de droit, à l'exception du serment. ”;

- 2° l'article est complété d'un alinéa rédigé comme suit :

“ En cas de contestation de la présomption par une personne morale, celle-ci communique l'identité du conducteur au moment des faits ou, si elle ne la connaît pas, l'identité de la personne responsable du véhicule. ».

Art. 20. Dans l'article D.146 du même Livre, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié par les décrets des 22 juillet 2010 et 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° donner l'ordre d'arrêter un véhicule, en ce compris ceux utilisés pour le transport, et contrôler leur chargement; »;

- 2° l'article est complété par un 11° rédigé comme suit :

« 11° consulter et prendre une copie des données administratives nécessaires, tels les documents légalement prescrits qui doivent être en possession du conducteur d'un véhicule et plus largement tous les documents utiles à l'identification du véhicule, du conducteur ou de la personne au nom de laquelle le véhicule est immatriculé. ».

Art. 21. L'article D.159, § 2, du même Livre, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, est complété par un 9° rédigé comme suit :

« 9° les infractions au décret du 17 janvier 2019 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique liée à la circulation des véhicules. ».

Art. 22. L'article D.167, § 1^{er}, du même Livre, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié par le décret du 22 juillet 2010, est complété par le 4° rédigé comme suit :

« 4° les infractions au décret du 17 janvier 2019 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique liée à la circulation des véhicules. ».

Art. 23. A l'article 29, § 2, de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, modifiée par les lois du 1^{er} avril 2006 et du 20 mars 2007, il est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« L'infraction aux règlements visés à l'alinéa 1^{er} afférente à une zone de basses émissions, telle que visée à l'article 2.63 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, ne fait pas l'objet de poursuites pénales. ».

Art. 24. Dans la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, l'article 2, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. On entend par pics de pollution atmosphérique, le niveau de pollution atmosphérique justifiant la mise en œuvre de mesures d'urgence.

Le Gouvernement est habilité à déterminer les mesures d'urgence. ».

Art. 25. Le Gouvernement présente, au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, un rapport annuel circonstancié au Parlement concernant l'exécution du présent décret.

Le premier rapport sera présenté pour le 1^{er} juin 2022.

Art. 26. A l'exception des articles 4 à 13, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} mars 2019.

Les articles 4 à 13 entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 janvier 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi
et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-Être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1226 (2018-2019) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 16 janvier 2019.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/200758]

17. JANUAR 2019 — Dekret über die Bekämpfung der mit dem Fahrzeugverkehr verbundenen Luftverschmutzung

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — Allgemeines

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse gelten die folgenden Definitionen:

1° Zone mit niedrigem Emissionsniveau: eine Zone, in der für motorisierte Fahrzeuge eine Zufahrtsbeschränkung oder ein Zufahrtsverbot vorübergehend oder auf Dauer gilt, je nach der durch diese Fahrzeuge verursachten Umweltbelastung und der Planung nach Artikel 4;

2° Alarmschwelle: ein Wert, bei dessen Überschreitung bei kurzfristiger Exposition eine Gefahr für die menschliche Gesundheit der gesamten Bevölkerung besteht und bei dem die Regierung unverzüglich Maßnahmen ergreift;

3° Straßenverkehrsordnung: die durch den Königlichen Erlass vom 1. Dezember 1975 über die allgemeine Straßenverkehrsordnung und die Benutzung der öffentlichen Straße bestimmte Ordnung;

4° Königlicher Erlass vom 15. März 1968: der Königliche Erlass vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör;

5° Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität, der die Umsetzung von Notfallmaßnahmen begründet;

6° Fahrzeug: das Fahrzeug im Sinne von Artikel 1 § 2 Nr. 40 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968;

7° Fahrzeuge der Kategorien M1, M2, M3, N1, N2 und N3: die Fahrzeuge der entsprechenden Kategorien nach dem Königlichen Erlass vom 15. März 1968;

8° Fahrzeug mit besonderer Zweckbestimmung: das Fahrzeug mit besonderer Zweckbestimmung im Sinne von Artikel 1 § 2 Ziffer 45 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968;

9° Rollstuhllift: das in oder an einem Fahrzeug eingerichtete Liftsystem, das benutzt wird, um den Rollstuhl mit seinem Benutzer ins Fahrzeug zu bringen;

10° Euronorm I, II, III, IV, V, VI, VI_d-TEMP oder VI_d: die auf die Fahrzeuge der Kategorien M3, N2 und N3 anwendbare Norm, die den Emissionsnormen nach der Verordnung (EG) Nr. 595/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Juni 2009 über die Typgenehmigung von Kraftfahrzeugen und Motoren hinsichtlich der Emissionen von schweren Nutzfahrzeugen (Euro VI) und über den Zugang zu Fahrzeugreparatur- und -wartungsinformationen, zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 715/2007 und der Richtlinie 2007/46/EG sowie zur Aufhebung der Richtlinien 80/1269/EWG, 2005/55/EG und 2005/78/EG genügt;

11° Euronorm 1, 2, 3, 4, 5, 6, 6_d-TEMP oder 6_d: die auf Personenkraftwagen und leichte Nutzfahrzeuge der Kategorien M1, M2 und N1 anwendbare Norm, die den entsprechenden Emissionsnormen nach der Verordnung Nr. 715/2007 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Juni 2007 über die Typgenehmigung von Kraftfahrzeugen hinsichtlich der Emissionen von leichten Personenkraftwagen und Nutzfahrzeugen (Euro 5 und Euro 6) und über den Zugang zu Reparatur- und Wartungsinformationen für Fahrzeuge, der Verordnung Nr. 692/2008 der Kommission hinsichtlich der Emissionen von leichten Personenkraftwagen und Nutzfahrzeugen (Euro 5 und Euro 6) und der Verordnung (EU) Nr. 582/2011 der Kommission hinsichtlich der Emissionen von schweren Nutzfahrzeugen (Euro VI) genügt;

12° ANPR-Kamera: die Kamera, die die Nummernschilder automatisch erkennt;

13° Grenzwert: ein Wert, der aufgrund wissenschaftlicher Erkenntnisse mit dem Ziel festgelegt wird, schädliche Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit und die Umwelt insgesamt zu vermeiden, zu verhüten oder zu verringern, und der innerhalb eines bestimmten Zeitraums erreicht werden muss und danach nicht überschritten werden darf;

14° Elektrofahrzeug: ein Elektrofahrzeug im Sinne von Artikel 2 Ziffer 27_{bis} des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

15° Hybridfahrzeug: ein Fahrzeug mit einem Elektromotor und einem Verbrennungsmotor, dessen Energie dem Elektromotor durch Batterien zugeführt wird, die durch Anschluss an eine externe Energiequelle geladen werden können oder nicht;

16° Wasserstofffahrzeug: ein Fahrzeug, das Wasserstoff als einzige Energiequelle verwendet.

Art. 2 - § 1. Nur was die Fahrzeuge der Kategorie M1 betrifft, wird untersagt:

1° ab dem 1. Januar 2023, der Verkehr eines Fahrzeugs, das keiner Euronorm überhaupt genügt, oder eines Fahrzeugs, das der Euronorm 1 genügt;

2° ab dem 1. Januar 2024, der Verkehr eines Fahrzeugs, das der Euronorm 2 genügt;

3° ab dem 1. Januar 2025, der Verkehr eines Fahrzeugs, das der Euronorm 3 genügt;

4° ab dem 1. Januar 2026, der Verkehr eines Fahrzeugs, das der Euronorm 4 genügt;

2° ab dem 1. Januar 2028, der Verkehr eines mit einem Dieselmotor ausgestatteten Fahrzeugs, das der Euronorm 5 genügt;

6° ab dem 1. Januar 2030, der Verkehr eines mit einem Dieselmotor ausgestatteten Fahrzeugs; das der Euronorm 6 genügt, mit Ausnahme der Fahrzeuge, die mit einem Dieselmotor ausgestattet sind, der der Euronorm 6_d-TEMP oder der Euronorm 6_d oder einer höheren Norm genügt.

§ 2. Die Regierung ist befugt, den Verkehr von nicht unter § 1 genannten Fahrzeugen aus ökologischen oder gesundheitlichen Gründen zu untersagen. In diesem Fall legt die Regierung die Liste dieser Fahrzeuge und die entsprechenden Fälligkeiten fest.

§ 3. Die Regierung kann zugunsten der Eigentümer von Fahrzeugen, deren Verkehr kraft des vorliegenden Dekrets untersagt wird, begleitende Maßnahmen bestimmen.

Art. 3 - § 1. Der Verkehr der folgenden Fahrzeuge wird über die in Artikel 2 erwähnten Fristen hinaus gestattet:

1° für eine zusätzliche Dauer, die von der Regierung bestimmt wird, die Fahrzeuge, die mindestens der Euronorm 4 genügen, und die vor dem 1. Januar 2019 erworben wurden, unter der Voraussetzung, dass sie nicht an einen Dritten abgetreten werden;

2° die Fahrzeuge, die jährlich weniger als 3.000 km fahren;

3° die vorfahrtsberechtigten Fahrzeuge nach Artikel 37 der Straßenverkehrsordnung;

4° die Fahrzeuge der Streitkräfte;

5° die bei Notfällen oder Rettungseinsätzen auf Antrag der Feuerwehr, der Polizei, der Armee, des Zivilschutzes oder der Straßenverkehrsbehörden benutzten Fahrzeuge;

6° die Fahrzeuge mit einer besonderen Ausrüstung für die Instandhaltung und Kontrolle von Infrastrukturen und Anlagen von allgemeinem Interesse;

7° die für die Beförderung von behinderten Personen angepassten Fahrzeuge, für welche die zuständige Behörde die Anpassung des Fahrzeugs genehmigt hat.

Die zusätzliche Dauer im Sinne von Absatz 1 Ziffer 1 läuft ab dem in Artikel 2 für jedes betroffene Fahrzeug festgelegten Datum.

§ 2. Die Regierung kann weitere Ausnahmen vom Verkehrsverbot nach Artikel 2 bestimmen, aufgrund der Eigenart, des Typs und der Nutzung des betreffenden Fahrzeugs, sowie in Ausnahme- und zeitbegrenzten Situationen. Sie bestimmt die Modalitäten für die Gewährung von individuellen Abweichungen.

§ 3. Der vorliegende Artikel gilt vorbehaltlich der Anwendung der Artikel 4 bis 14.

KAPITEL II — Zonen mit niedrigem Emissionsniveau

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmung

Art. 4 - § 1. In eine Zone mit niedrigem Emissionsniveau werden nur die folgenden Fahrzeuge zugelassen:

- 1° die Fahrzeuge, die nicht zu den Kategorien M und N gehören;
- 2° die Elektrofahrzeuge, die Hybridfahrzeuge mit einem CO₂-Emissionswert von höchstens 50 Gramm / Kilometer, und die Wasserstofffahrzeuge;
- 3° die in Belgien oder im Ausland zugelassenen Kraftfahrzeuge der Kategorien M und N, die den folgenden Bedingungen genügen:
 - a) ab dem 1. Januar 2020, die Fahrzeuge, deren
 - i. Dieselmotor mindestens der Euronorm IV oder 4 genügt;
 - ii. Benzin-, LPG- oder CNG-Motor mindestens der Euronorm II oder 2 genügt;
 - b) ab dem 1. Januar 2022, die Fahrzeuge, deren
 - i. Dieselmotor mindestens der Euronorm V oder 5 genügt;
 - ii. Benzin-, LPG- oder CNG-Motor mindestens der Euronorm III oder 3 genügt;
 - c) ab dem 1. Januar 2025, die Fahrzeuge, deren
 - i. Dieselmotor mindestens der Euronorm VI oder 6 genügt;
 - ii. Benzin-, LPG- oder CNG-Motor mindestens der Euronorm IV oder 4 genügt;
- 4° die vorfahrtberechtigten Fahrzeuge nach Artikel 37 der Straßenverkehrsordnung;
- 5° die Fahrzeuge der Streitkräfte;
- 6° die bei Notfällen oder Rettungseinsätzen auf Antrag der Feuerwehr, der Polizei, der Armee, des Zivilschutzes oder der Straßenverkehrsbehörden benutzten Fahrzeuge;
- 7° die Fahrzeuge mit einer besonderen Ausrüstung für die Instandhaltung und Kontrolle von Infrastrukturen und Anlagen von allgemeinem Interesse;
- 8° die Fahrzeuge mit besonderer Zweckbestimmung, die als Wohnmobil oder Mobilkran bezeichnet werden können;
- 9° die außergewöhnlichen Transporte im Sinne von Artikel 2 § 1 Ziffer 5 des Königlichen Erlasses vom 2. Juni 2010 über außergewöhnliche Fahrzeuge im Straßenverkehr, die über eine von der zuständigen Behörde ausgestellte gültige Genehmigung als außergewöhnlicher Transport verfügen;
- 10° die für die Beförderung von behinderten Personen angepassten Fahrzeuge, für welche die zuständige Behörde die Anpassung des Fahrzeugs genehmigt hat;
- 11° die mit einem Rollstuhllift ausgestatteten Fahrzeuge, die nicht unter Ziffer 10 genannt werden;
- 12° die im Rahmen eines öffentlichen Transportdienstes benutzten Fahrzeuge;
- 13° die Mini-Touristenzüge im Sinne von Artikel 2 § 2 Ziffer 8 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968;
- 14° die besonders für Märkte, Messen, Paraden und das Wandergewerbe angepassten Fahrzeuge.

Wenn die Euronorm eines Fahrzeugs in der Datenbank der für die Zulassung der Fahrzeuge verantwortlichen Behörde oder in der Zulassungsbescheinigung nicht angegeben ist, wird sie auf der Grundlage von sachdienlichen Belegen, die von der Person übermittelt werden, auf deren Namen das Fahrzeug zugelassen ist, oder auf der Grundlage des Datums der Erstzulassung des Fahrzeugs bestimmt. In diesem Fall werden die in Anhang 1 angeführten Angaben benutzt, um die auf das Fahrzeug anwendbare Euronorm zu ermitteln.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 wird die Zufahrtsgenehmigung des betreffenden Fahrzeugs um ein Jahr verlängert für die Fahrzeuge, für die eine zugelassene Wartungs- und Reparaturreinrichtung nach Artikel 16 eine Konformitätsbescheinigung ausgestellt hat.

In Abweichung von Paragraph 1 können die seit mehr als vierzig Jahren in Betrieb genommenen und für touristische Freizeitaktivitäten oder sonstige gewerbliche Zwecke benutzten Fahrzeuge, außer bei Anwendung von Artikel 8, in eine Zone mit niedrigem Emissionsniveau zugelassen werden.

Damit die Ausnahmeregelungen nach Absatz 1 und 2 auf sie Anwendung haben können, müssen die betreffenden Fahrzeuge in der Datenbank nach Artikel 14 registriert werden. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für diese Registrierung.

§ 3. Die Regierung ist befugt, die in Paragraph 1 erwähnte Liste der Fahrzeuge, die in die Zonen mit niedrigem Emissionsniveau zugelassen werden können, unter Berücksichtigung der folgenden Parameter zu ergänzen:

- 1° die Auswirkungen der Fahrzeuge auf die Luftverschmutzung;
- 2° ihre Motorisierung;
- 3° ihr Alter;
- 4° gegebenenfalls ihr Wartungszustand.

Die Regierung bestimmt die Ausnahmen zur Einschränkung des in Paragraph 1 erwähnten Zugangsrechts zu einer Zone mit niedrigem Emissionsniveau aufgrund

- 1° der Eigenart, des Typs oder der Nutzung des betreffenden Fahrzeugs;
- 2° der Tageszeit.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Gewährung von individuellen, zeitweiligen oder ständigen Abweichungen. Zu diesem Zweck kann sie sozial-wirtschaftliche Kriterien und die besondere Lage der Verkehrsteilnehmer berücksichtigen; dies betrifft insbesondere die Personen, die innerhalb der Zonen mit niedrigem Emissionsniveau wohnen.

§ 4. Die Regierung kann nach einem von ihr festgelegten Zeitplan die Nutzung von Fahrzeugen, die mit bestimmten, von ihr definierten Motorisierungen ausgestattet sind, aus ökologischen oder gesundheitlichen Gründen einschränken oder untersagen.

Art. 5 - Die Regierung erlässt die Bekanntmachungsmaßnahmen betreffend die Schaffung von Zonen mit niedrigem Emissionsniveau.

Art. 6 - Es darf kein Verstoß für ein Fahrzeug festgestellt werden, das in einer Zone mit niedrigem Emissionsniveau fährt, obwohl es den betreffenden Kriterien nicht genügt, wenn dies anschließend an eine von der Polizei oder dem Verwalter des Straßen- und Wegenetzes auferlegte Umleitung oder zwingende Verkehrsführung des Transitverkehrs von außerhalb der Zone mit niedrigem Emissionsniveau durch diese Zone erfolgt.

Abschnitt 2 — Regionale Zonen mit niedrigem Emissionsniveau

Art. 7 - Die Regierung ist befugt, auf dem Gebiet der Wallonischen Region eine oder mehrere ständige oder zeitweilige Zonen mit niedrigem Emissionsniveau zu schaffen, mit dem Zweck, die Luftqualität zu verbessern.

Art. 8 - Wenn die Alarmschwelle überschritten wird, wird für die Dauer der Überschreitung der Verkehr im gesamten Gebiet der Wallonischen Region gemäß Artikel 4 gestattet.

Sobald die Regierung, wenn Spitzenwerte der Luftverschmutzung erreicht sind, von einem Risiko der Überschreitung der Alarmschwelle Kenntnis hat, führt sie eine an die gesamten Autofahrer gerichtete Informationsmaßnahme durch, durch welche auf die Möglichkeit der Umsetzung von Absatz 1 hingewiesen wird. Die Modalitäten in Bezug auf diese Informationsmaßnahme werden von der Regierung festgelegt.

Abschnitt 3 — Kommunale Zonen mit niedrigem Emissionsniveau

Art. 9 - § 1. Eine Gemeinde kann der Regierung die Schaffung, durch eine ergänzende kommunale Verkehrsverordnung, einer oder mehrerer Zonen mit niedrigem Emissionsniveau auf den kommunalen und regionalen Straßen, die sich auf ihrem Gebiet befinden, vorschlagen, wobei es sich um ständige Zonen, oder um Zonen für bestimmte feste Tageszeiten oder Jahresperioden handeln kann.

Der Entwurf dieser Gemeindeverordnung muss mit Gründen versehen sein; ihm ist ein in Absprache mit den benachbarten Gemeinden und den betroffenen Verwaltern des Straßen- und Wegenetzes verabschiedeter Mobilitätsplan beizufügen, der alternative Mobilitätslösungen aufweist.

Die Regierung legt die Bedingungen fest, denen die von einer Gemeinde vorgeschlagenen Zonen mit niedrigem Emissionsniveau zu genügen haben.

§ 2. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Verabschiedung des in Paragraph 1 genannten Vorschlags übermittelt die Gemeinde der Regierung zwecks Genehmigung den Entwurf der ergänzenden kommunalen Verkehrsverordnung, sowie die ihm beigefügten Dokumente.

Wenn der Vorschlag bedeutende Auswirkungen hinsichtlich der Zunahme des Verkehrs auf dem Gebiet einer anderen Gemeinde hat, unterbreitet die Regierung den Vorschlag diesen anderen betroffenen Gemeinden zwecks Stellungnahme und fordert sie gegebenenfalls auf, eine gemeinsame Zone mit niedrigem Emissionsniveau vorzuschlagen.

Die Regierung regelt das Verfahren und die Modalitäten für die Genehmigung der in Paragraph 1 genannten Verordnung.

Die Regierung bestimmt die Frist, innerhalb deren die kraft des vorliegenden Artikels geschaffenen Zonen mit niedrigem Emissionsniveau auf dem betreffenden Gebiet wirksam werden.

§ 3. Die Einschränkung des Zugangsrechts für Fahrzeuge zu den Zonen mit niedrigem Emissionsniveau erfolgt nach den von der Regierung kraft Artikel 4 getroffenen Maßnahmen.

Art. 10 - Wenn ein Grenzwert für die Luftqualität auf dem Gebiet einer Gemeinde überschritten wird, unterbreitet die betroffene Gemeinde der Regierung binnen der von Letzterer festgelegten Frist einen Entwurf für eine Verordnung zur Schaffung einer ständigen Zone mit niedrigem Emissionsniveau nach Artikel 9.

Wenn binnen dieser Frist kein Entwurf vorgelegt wird oder wenn dieser zur Verbesserung der Luftqualität nicht ausreicht, werden die nach Artikel 7 erforderlichen Maßnahmen von der Regierung auferlegt.

Art. 11 - Die Regierung kann zu den von ihr bestimmten Bedingungen den Gemeinden, die eine oder mehrere Zonen mit niedrigem Emissionsniveau einführen, im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel einen Zuschuss oder eine materielle Unterstützung gewähren.

Abschnitt 4 — Kennzeichnung und Kontrollen

Art. 12 - Eine Zone mit niedrigem Emissionsniveau wird durch die Verkehrszeichen F117 und F118 nach Artikel 71.2 der Straßenverkehrsordnung gekennzeichnet. Wenn es sich um eine zeitweilige Zone handelt, wird ein Schild mit der betroffenen Periode hinzugefügt.

Der Perimeter der kraft der Artikel 7, 8 und 9 des vorliegenden Dekrets geschaffenen Zonen mit niedrigem Emissionsniveau wird auf ständige Weise auf der Website der Gemeinde, in der sie sich befinden, veröffentlicht.

Art. 13 - § 1. Die Kontrolle der Zufahrt zu den Zonen mit niedrigem Emissionsniveau und die Feststellung der Verstöße erfolgt, automatisch oder nicht, anhand von ortsfesten oder mobilen ANPR-Kameras.

§ 2. Die Fahrzeuge, für welche die Datenbank nach Artikel 14 nicht die Angaben enthält, die zwecks der Kontrolle nach Paragraph 1 erforderlich sind, müssen vorab registriert werden, um auf dem Gebiet der Wallonischen Region fahren zu dürfen.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für diese Registrierung sowie die Fahrzeuge, die von der Registrierungspflicht befreit sind. Sie stellt der Öffentlichkeit ein Instrument zur Verfügung, durch welches sie darüber informiert wird, ob ein Fahrzeug registriert werden muss oder nicht.

Art. 14 - § 1. Die für die Anwendung des vorliegenden Dekrets unbedingt erforderlichen und relevanten Daten werden in einer Datenbank gespeichert.

Diese Datenbank wird durch die von der Regierung bestimmten Dienststellen verwaltet.

Zu diesem Zweck verlangen diese Dienststellen von den zuständigen Behörden, wie z.B. der für die Zulassung der Fahrzeuge verantwortlichen Behörde, und den Gemeinden, die auf ihrem Gebiet eine Zone mit niedrigem Emissionsniveau schaffen, die Mitteilung in elektronischer Form der erforderlichen Daten über die Fahrzeuge.

§ 2. Wenn die in Paragraph 1 genannten Daten, mit Ausnahme der in Paragraph 3 genannten Daten, keine wesentliche Rolle beim Nachweis eines Verstoßes spielen, werden sie während drei Monaten aufbewahrt, außer wenn sie im Rahmen einer Nachuntersuchung oder zu historischen, statistischen oder wissenschaftlichen Zweck unter Einhaltung der Gesetzesvorschriften über den Schutz des Privatlebens erforderlich sind.

In diesem Rahmen werden die personenbezogenen Daten anonymisiert, sobald sie für den Zweck, für den sie erhoben wurden, nicht mehr benötigt werden.

Die Daten können den von der Regierung bestimmten Behörden oder Verwaltungen mitgeteilt werden, um später zu historischen, statistischen und wissenschaftlichen Zwecken verarbeitet zu werden.

§ 3. Die mit der Registrierung der Fahrzeuge verbundenen Daten werden während höchstens drei Monaten nach dem Ablauf der Gültigkeitsfrist dieser registrierten Daten aufbewahrt.

Die Daten, die von der Person mitgeteilt werden, auf deren Namen das Fahrzeug zugelassen ist, mit dem Zweck, in einer Zone mit niedrigem Emissionsniveau fahren zu dürfen, können höchstens während drei Monaten nach dem Ablauf der Gültigkeit der Zufahrtgenehmigung aufbewahrt werden.

§ 4. Die Regierung bestimmt, wie die Daten in Bezug auf die Fahrzeuge in der Datenbank registriert werden, sowie die entsprechenden Verfahren und Modalitäten. Sie legt die Bedingungen in Bezug auf den Inhalt und die Funktionsweise der Datenbank fest.

KAPITEL III — *Ausschalten der Motoren*

Art. 15 - Wenn das Fahrzeug an einem Ort hält, wo das Halten oder Parken eines Fahrzeugs in Anwendung von Artikel 24 der Straßenverkehrsordnung nicht verboten ist, schaltet der Fahrer den Motor des Fahrzeugs sofort aus.

Für bestimmte Fahrzeugkategorien oder im Falle eines technischen Problems kann die Regierung Abweichungen von Absatz 1 vorsehen.

KAPITEL IV — *Wartung der Fahrzeuge mit Blick auf die Verringerung der Emissionen*

Art. 16 - § 1. Die Regierung kann die Modalitäten für die Kontrolle der Emissionen von Luftschadstoffen aus Fahrzeugen bestimmen; die anwendbar sind auf

1° technische Prüfstellen für die regelmäßige technische Überwachung oder für ergänzende Kontrollen;

2° Stichkontrollen auf öffentlichen Straßen.

§ 2. Zwecks der Prüfung, Erhaltung und Förderung der Umwelteffizienz der Fahrzeuge kann die Regierung eine Wartungs- und Reparatereinrichtung zulassen, die den von ihr festgelegten Auflagen und Modalitäten genügt. Die Auflagen betreffen die Anforderungen an die Geräte, die zur Messung der Emissionen eingesetzt werden, die Verwendung von Kontrollmethoden, die technischen Wartungshandlungen und die Beratung der Fahrzeugbenutzer.

§ 3. Die Wartungs- und Reparatereinrichtung stellt eine Konformitätsbescheinigung aus, die dem Eigentümer des betroffenen Fahrzeugs und der von der Regierung bestellten Dienststelle ausgehändigt wird, und deren Inhalt von der Regierung festgelegt wird.

Auf der Grundlage der ausgestellten Bescheinigung kann der Eigentümer gemäß Artikel 4 § 2 eine zeitweilige Abweichung beantragen, die ihm die Zufahrt zu den Zonen mit niedrigem Emissionsniveau erlaubt. Die Regierung bestimmt das Antragsverfahren und die einschlägigen Modalitäten.

KAPITEL V — *Strafrechtliche und administrative Verstöße*

Art. 17 - Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne von Artikel D.151 des Buches I des Umweltgesetzbuches, derjenige der:

1° gegen Artikel 2 verstößt;

2° sich wissentlich nicht gemäß Artikel 13 § 2 hat registrieren lassen, oder bei der Registrierung falsche Angaben mitgeteilt hat;

3° sich in Übertretung des Artikels 4 in eine Zone mit niedrigem Emissionsniveau begibt;

4° gegen Artikel 15 verstößt;

5° eine Bescheinigung nach Artikel 16 ausstellt, ohne über die erforderliche Zulassung zu verfügen.

KAPITEL VI — *Abänderungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 18 - Artikel D.138 Absatz 1 von Buch I des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird um eine Ziffer 20 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“20° das Dekret vom 17. Januar 2019 über die Bekämpfung der mit dem Fahrzeugverkehr verbundenen Luftverschmutzung.”.

Art. 19 - Artikel D.141 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 19. März 2009, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 4 wird durch Folgendes ersetzt:

“Im Falle eines frisch begangenen Verstoßes, der von einem Motorfahrzeug aus, oder mithilfe eines Motorfahrzeugs begangen wurde, und wenn der feststellende Bedienstete nicht den Täter, jedoch das Nummernschild identifizieren konnte, ist das Protokoll, in dem der Verstoß festgestellt wird und der die Identifizierung des Nummernschilds des Fahrzeugs enthält, maßgebend für die Tatsache, dass der Verstoß von der Person begangen wurde, auf deren Name das Fahrzeug bei der für die Zulassung der Fahrzeuge verantwortlichen Behörde oder bei der gleichwertigen ausländischen Behörde zugelassen ist. Diese Vermutung kann durch jedes Rechtsmittel mit Ausnahme des Eids widerlegt werden.”;

2° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Wenn die Vermutung durch eine juristische Person bestritten wird, teilt diese die Identität des Fahrers zum Zeitpunkt der Tat, oder, wenn sie Letztere nicht kennt, die Identität der für das Fahrzeug verantwortlichen Person mit.”.

Art. 20 - Artikel D.146 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und abgeändert durch die Dekrete vom 19. Juli 2010 und 27. März 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° Punkt 4 wird durch Folgendes ersetzt:

“4° das Anhalten eines Fahrzeugs befehlen, einschließlich derjenigen, die für den Transport benutzt werden, und die Ladung kontrollieren;”;

2° der Artikel wird um eine Ziffer 11 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“11° Einsicht in die erforderlichen administrativen Angaben nehmen und sie kopieren; dies betrifft u.a. die gesetzlich vorgeschriebenen Dokumente, die stets im Besitz des Fahrers eines Fahrzeugs sein müssen, und im Allgemeinen alle Dokumente, die zur Identifizierung eines Fahrzeugs, des Fahrers, oder der Person, auf deren Namen das Fahrzeug zugelassen ist, nützlich sein können.”.

Art. 21 - Artikel D.159 § 2 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird um eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“9° die Verstöße gegen das Dekret vom 17. Januar 2019 über die Bekämpfung der mit dem Fahrzeugverkehr verbundenen Luftverschmutzung.”.

Art. 22 - Artikel D.167 § 1 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird um eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“4° die Verstöße gegen das Dekret vom 17. Januar 2019 über die Bekämpfung der mit dem Fahrzeugverkehr verbundenen Luftverschmutzung.”.

Art. 23 - In Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 16. März 1968 über die Straßenverkehrspolizei, abgeändert durch die Gesetze vom 1. April 2006 und 20. März 2007, wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Der Verstoß gegen die in Absatz 1 genannten Verordnungen in Bezug auf eine Zone mit niedrigem Emissionsniveau, im Sinne von Artikel 2.63 des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 über die allgemeine Straßenverkehrsordnung und die Benutzung der öffentlichen Straße, ist nicht Gegenstand von Strafverfolgungen.”.

Art. 24 - In dem Gesetz vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung wird Artikel 2, dessen gegenwärtiger Text den Paragraph 1 bilden wird, um einen Paragraphen 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“ § 2. Unter Spitzenwerten der Luftverschmutzung versteht man einen Luftverschmutzungsgrad, der die Umsetzung von Notmaßnahmen rechtfertigt.”

Die Regierung ist befugt, die Notmaßnahmen zu bestimmen.”.

Art. 25 - Die Regierung stellt dem Parlament spätestens zum 1. Juni eines jeden Jahres einen ausführlichen Jahresbericht über die Ausführung des vorliegenden Dekrets vor.

Der erste Bericht wird zum 1. Juni 2022 vorgelegt.

Art. 26 - Mit Ausnahme der Artikel 4 bis 13 tritt das vorliegende Dekret am 1. März 2019 in Kraft.

Die Artikel 4 bis 13 treten am 1. Juli 2019 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 17. Januar 2019

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst
und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung
und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

(1) Sitzungsperiode 2018-2019

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1226 (2018-2019) Nrn. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 16. Januar 2019.

Diskussion

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/200758]

17 JANUARI 2019. — Decreet betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging gebonden aan het verkeer van de voertuigen

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder:

1° lage-emissiezone: de zone waarvan de toegang tot de motorvoertuigen tijdelijk of voortdurend beperkt of verboden wordt naar gelang van de door die voertuigen veroorzaakte milieuhinder en de in artikel 4 bedoelde planning;

2° alarmdrempel : een niveau waarboven een kortstondige blootstelling risico's voor de menselijke gezondheid van de volledige bevolking inhoudt vanaf welk de Regering onmiddellijk maatregelen neemt;

3° Wegcode: de code bepaald bij het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

4° koninklijk besluit van 15 maart 1968: het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

5° besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 : het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit en dat de uitvoering van dringende maatregelen rechtvaardigt;

6° voertuig: het voertuig in de zin van artikel 1, § 2, 40, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968;

7° voertuigen van de categorieën M1, M2, M3, N1, N2 en N3: de voertuigen van de overeenstemmende categorieën bedoeld in het koninklijk besluit van 15 maart 1968;

8° voertuig voor speciale doeleinden: het voertuig voor speciale doeleinden in de zin van artikel 1, § 2, 45, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968;

9° rolstoellift: het in of op het voertuig gemonteerde liftstelsel dat wordt gebruikt om de rolstoel met de gebruiker in het voertuig te monteren;

10° euronorm I, II, III, IV, V, VI, VIId-TEMP of VIId : de norm die van toepassing is op de voertuigen uit de categorieën M3, N2 en N3 die voldoen aan de emissienormen, bedoeld in Verordening (EG) nr. 595/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 18 juni 2009 betreffende de typegoedkeuring van motorvoertuigen en motoren met betrekking tot emissies van zware bedrijfsvoertuigen (Euro VI) en de toegang tot reparatie- en onderhoudsinformatie, tot wijziging van Verordening (EG) nr. 715/2007 en Richtlijn 2007/46/EG en tot intrekking van de Richtlijnen 80/1269/EEG, 2005/55/EG en 2005/78/EG;

11° euronorm 1, 2, 3, 4, 5, 6, 6d-TEMP of 6d : de norm die van toepassing is op de personenauto's en lichte bedrijfsvoertuigen uit de categorieën M1, M2 en N1 die voldoen aan de emissienormen, bedoeld in Verordening (EG) nr. 715/2007 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2007 betreffende de typegoedkeuring van motorvoertuigen met betrekking tot emissies van lichte personen- en bedrijfsvoertuigen (Euro 5 en Euro 6) en de toegang tot reparatie- en onderhoudsinformatie, Verordening (EG) nr. 692/2008 van de Commissie van 18 juli 2008 met betrekking tot emissies van lichte personen- en bedrijfsvoertuigen (Euro 5 en Euro 6) en Verordening (EU) nr. 582/2011 met betrekking tot emissies van zware bedrijfsvoertuigen (Euro VI);

12° ANPR camera: de camera die automatisch nummerplaten herkent;

13° grenswaarde: een niveau dat op basis van wetenschappelijke kennis wordt vastgesteld met als doel schadelijke gevolgen voor de menselijke gezondheid en/of het milieu als geheel te vermijden, te voorkomen of te verminderen en dat binnen een bepaalde termijn moet worden bereikt en, wanneer het eenmaal is bereikt, niet meer mag worden overschreden;

14° elektrisch voertuig: elektrisch voertuig in de zin van artikel 2, 27°bis, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

15° hybride voertuig: een voertuig, aangedreven door een elektrische motor en een verbrandingsmotor, waarvoor de energie geleverd wordt aan de elektrische motor door batterijen die volledig opgeladen kunnen worden via een aansluiting aan een externe energiebron buiten het voertuig;

16° voertuig dat werkt op waterstof: voertuig dat waterstof gebruikt als enige energiebron.

Art. 2. § 1. Allen wat de voertuigen van categorie M1 betreft, worden de volgende typen verkeer verboden:

1° vanaf 1 januari 2023, het verkeer van een voertuig dat voldoet aan geen enkele euronorm of dat aan euronorm 1 voldoet;

2° vanaf 1 januari 2024, het verkeer van een voertuig dat aan euronorm 2 voldoet;

3° vanaf 1 januari 2025, het verkeer van een voertuig dat aan euronorm 3 voldoet;

4° vanaf 1 januari 2026, het verkeer van een voertuig dat aan euronorm 4 voldoet;

5° vanaf 1 januari 2028, het verkeer van een voertuig uitgerust met een dieselmotor dat aan euronorm 5 voldoet;

6° vanaf 1 januari 2030, het verkeer van een voertuig dat aan euronorm 6 voldoet, met uitzondering van de voertuigen uitgerust met een dieselmotor die aan euronorm 6d-TEMP of aan euronorm 6d of aan een hogere euronorm voldoet.

§ 2. De Regering kan om sanitaire of milieugronden het verkeer van de voertuigen die niet in § 1 zijn bedoeld, verbieden. In dit geval bepaalt de Regering de lijst en de vervaltermijnen ervan.

§ 3. De Regering kan begeleidingsmaatregelen bepalen, die bestemd zijn voor de eigenaars van voertuigen waarvan het verkeer krachtens dit decreet is verboden.

Art. 3. § 1. De volgende voertuigen worden gemachtigd om na de in artikel 2 bedoelde vervaltermijnen te rijden:

1° voor een aanvullende duur bepaald door de Regering, de voertuigen die minstens aan euronorm 4 voldoen, en die vóór 1 januari 2019 verworven zijn, voor zover ze niet aan een derde afgestaan worden;

2° de voertuigen die minder dan 3.000 km per jaar afleggen;

3° de in artikel 37 van de Wegcode bedoelde prioritaire voertuigen;

4° de voertuigen van de krijgsmacht;

5° de voertuigen die in noodsituaties of bij reddingswerken worden gebruikt op verzoek van de brandweer, de politie, het leger, de civiele bescherming of de wegenautoriteiten;

6° de voertuigen die speciaal uitgerust zijn voor het onderhoud en de controle van infrastructuren en installaties van algemeen nut;

7° de voertuigen die aangepast zijn voor het vervoeren van personen met een handicap, waarvoor door de bevoegde openbare instantie een goedkeuring van aanpassing van een voertuig is afgeleverd.

De in het eerste lid, 1°, bedoelde aanvullende duur begint te lopen vanaf de datum vastgelegd in artikel 2 voor elk betrokken voertuig.

§ 2. De Regering kan andere uitzonderingen op het in artikel 2 bedoelde rijverbod vaststellen naar gelang van de aard, het type en het gebruik van het betrokken voertuig, alsmede in uitzonderlijke en in de tijd beperkte situaties. Ze bepaalt de modaliteiten volgens welke individuele afwijkingen worden toegekend.

§ 3. Dit artikel doet geen afbreuk aan de toepassing van de artikelen 4 tot 14.

HOOFDSTUK II. — *Lage-emissiezones**Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepaling*

Art. 4. § 1. De toegang tot een lage-emissiezone is alleen toegelaten voor:

- 1° de voertuigen die niet beantwoorden aan de categorieën M en N;
- 2° de elektrische voertuigen, de hybride voertuigen met een maximale CO₂-uitstoot van 50 gram per kilometer en de voertuigen die werken op waterstof;
- 3° de motorvoertuigen uit de categorieën M en N1 die in België of in het buitenland zijn ingeschreven en die voldoen aan de volgende voorwaarden:
 - a) vanaf 1 januari 2020, de voertuigen waarvan:
 - i. de dieselmotor ten minste voldoet aan de euronorm IV of 4;
 - ii. de benzinemotor, de LPG-motor of de CNG-motor ten minste voldoet aan de euronorm II of 2;
 - b) vanaf 1 januari 2022, de voertuigen waarvan:
 - i. de dieselmotor ten minste voldoet aan de euronorm V of 5;
 - ii. de benzinemotor, de LPG-motor of de CNG-motor ten minste voldoet aan de euronorm III of 3;
 - a) vanaf 1 januari 2025, de voertuigen waarvan:
 - i. de dieselmotor ten minste voldoet aan de euronorm VI of 6;
 - ii. de benzinemotor, de LPG-motor of de CNG-motor ten minste voldoet aan de euronorm IV of 4;
- 4° de in artikel 37 van de Wegcode bedoelde prioritaire voertuigen;
- 5° de voertuigen van de krijgsmacht;
- 6° de voertuigen die in noodsituaties of bij reddingswerken worden gebruikt op verzoek van de brandweer, de politie, het leger, de civiele bescherming of de wegenautoriteiten;
- 7° de voertuigen die speciaal uitgerust zijn voor het onderhoud en de controle van infrastructuren en installaties van algemeen nut;
- 8° de voertuigen voor speciale doeleinden die voldoen aan de definitie van kampeerwagen of mobiele kraan;
- 9° de uitzonderlijke vervoeren in de zin van artikel 2, § 1, 5°, van het koninklijk besluit van 2 juni 2010 betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen, die beschikken over een geldige vergunning voor uitzonderlijk vervoer afgeleverd door de bevoegde overheid;
- 10° de voertuigen die aangepast zijn voor het vervoeren van personen met een handicap, waarvoor door de bevoegde openbare instantie een goedkeuring van aanpassing van een voertuig is afgeleverd;
- 11° de voertuigen uitgerust met een rolstoellift en die niet bedoeld zijn in 10°;
- 12° de voertuigen gebruikt in het kader van een openbaar vervoersdienst;
- 13° de toeristische miniatuurtreinslepen, bedoeld in artikel 2, § 2, 8° van het koninklijk besluit van 15 maart 1968;
- 14° de voertuigen die speciaal aangepast zijn voor markten, beurzen, optochten en ambulante handel.

Wanneer de euronorm van een voertuig niet in de databank van de met de inschrijving van de voertuigen belaste instantie is opgenomen of wanneer dit gegeven niet op het inschrijvingsbewijs staat, wordt de euronorm bepaald op basis van de bewijsstukken verstrekt door de persoon op wiens naam het voertuig staat ingeschreven of, bij gebreke daarvan, op basis van de datum van eerste inschrijving van het voertuig. In dit geval worden de in bijlage 1 bedoelde data gebruikt om de euronorm die op het voertuig van toepassing is, te bepalen.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, 3°, wordt de toegangsmachtiging van het bedoelde voertuig met één jaar verlengd voor de voertuigen waarvoor een conformiteitattest is afgeleverd door een in artikel 16 bedoelde erkende onderhouds- en reparatie-inrichting.

In afwijking van § 1 kunnen de voertuigen die sedert meer dan veertig jaar in gebruik zijn genomen en die gebruikt worden voor toeristische vrijetijdsdoeleinden of andere commerciële doeleinden, behalve in geval van toepassing van artikel 8, toegang hebben tot een lage-emissiezone.

Om in aanmerking te komen voor de in het eerste en in het tweede lid bedoelde afwijkingen, moeten de betrokken voertuigen zich laten registreren in de in artikel 14 bedoelde databank. De Regering bepaalt de registratiemodaliteiten.

§ 3. De Regering kan de in paragraaf 1 bedoelde lijst van de voertuigen die gemachtigd zijn om toegang te hebben tot de lage-emissiezones, aanvullen op basis van:

- 1° de impact van de voertuigen op de luchtverontreiniging;
- 2° hun motorisatie;
- 3° hun leeftijd;
- 4° in voorkomend geval, hun onderhoudsniveau.

De Regering bepaalt de uitzonderingen op de in § 1 bedoelde beperking van het recht van toegang tot lage-emissiezones naar gelang van :

- 1° de aard, het type of het gebruik van het betrokken voertuig;
- 2° het tijdstip van de dag.

De Regering bepaalt de modaliteiten volgens welke tijdelijke of voortdurende individuele afwijkingen worden toegekend. Daartoe kan ze rekening houden met sociaal-economische criteria en met de bijzondere toestand van de gebruikers, met name van de personen die binnen de lage-emissiezones verblijven.

§ 4. De Regering kan om sanitaire of milieugronden het verkeer van de voertuigen uitgerust met door haar bepaalde motorisaties en volgens de door haar vastgestelde vervaltermijnen beperken of verbieden.

Art. 5. De Regering bepaalt de publiciteitsmaatregelen betreffende de oprichting van de lage-emissiezone.

Art. 6. § 5. Indien, in geval een verkeersgeleiding of wegomleiding door politie of wegbeheerder wordt opgelegd, het doorgaand verkeer van buiten de lage-emissiezone verplicht wordt omgeleid via de lage-emissiezone en dat deze situatie ervoor zorgt dat een voertuig, dat niet beantwoordt aan de toelatingscriteria, de lage-emissiezone binnen rijdt, kan voor dit voertuig geen overtreding worden vastgesteld.

Afdeling 2. — Gewestelijke lage-emissiezones

Art. 7. De Regering kan één of meerdere voortdurende of tijdelijke lage-emissiezones oprichten op het grondgebied van het Waalse Gewest om de luchtkwaliteit te verbeteren.

Art. 8. Wanneer de drempelwaarde wordt overschreden, wordt de toegang tot het geheel van het grondgebied van het Waalse Gewest overeenkomstig artikel 4 toegelaten voor de duur van de overschrijding.

Zodra de Regering tijdens een verontreinigingspiek van een risico voor overschrijding van de drempelwaarde kennis heeft, gaat zij over tot informatie aan de bestuurders van voertuigen waarin gewezen wordt op een mogelijke toepassing van lid 1. De Regering bepaalt de modaliteiten van deze informatieverstrekking.

Afdeling 3. — Gemeentelijke lage-emissiezones

Art. 9. § 1. Voor bepaalde vaste tijdstippen van de dag of bepaalde perioden van het jaar kan een gemeente voortdurend en via een aanvullend gemeentelijke verkeersreglement de oprichting van één of meerdere lage-emissiezones op de gemeentelijke en gewestelijke wegen gelegen op haar grondgebied, met uitzondering van de autosnelwegen, aan de Regering voorstellen.

Het ontwerp van gemeentelijk reglement wordt met redenen omkleed en gaat vergezeld van een mobiliteitsplan dat alternatieve mobiliteitsoplossingen bevat en dat goedgekeurd is in overleg met de aangrenzende gemeenten en met de betrokken wegenbeheerders.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaraan de door een gemeente voorgestelde lage-emissiezones voldoen.

§ 2. Binnen vijftien dagen na de aanneming van het in § 1 bedoelde voorstel maakt de gemeente het ontwerp van aanvullend gemeentelijk verkeersreglement alsook de erbij gevoegde documenten ter goedkeuring over aan de Regering.

Wanneer het voorstel belangrijke gevolgen in termen van verkeersverhoging op het grondgebied van een andere gemeente heeft, legt de Regering het voorstel ter advies aan deze andere betrokken gemeenten voor en nodigt ze bedoelde gemeenten, in voorkomend geval, om een gemeenschappelijke lage-emissiezone voor te stellen.

De Regering regelt de procedure en de modaliteiten betreffende de goedkeuring van het in § 1 bedoelde reglement.

De Regering regelt de termijn waarin de krachtens dit artikel opgerichte lage-emissiezones op het beoogde grondgebied effectief zijn.

§ 3. De beperking van het recht van toegang van de voertuigen tot de lage-emissiezones wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen die door de Regering krachtens artikel 4 zijn genomen.

Art. 10. Wanneer een grenswaarde van de luchtkwaliteit op haar grondgebied overschreden wordt, legt de betrokken gemeente de Regering binnen de door de haar bepaalde termijn een ontwerp-reglement tot oprichting van een voortdurende lage-emissiezone overeenkomstig artikel 9.

Indien binnen de gestelde termijn geen ontwerp wordt ingediend of indien het ontwerp niet volstaat om de luchtkwaliteit te verbeteren, legt de Regering de nodige maatregelen overeenkomstig artikel 7 op.

Art. 11. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering onder de door haar bepaalde voorwaarden een subsidie of een materiële hulp toekennen aan de gemeenten die één of meerdere lage-emissiezones uitvoeren.

Afdeling 4. — Verkeersteken en controles

Art. 12. Een lage-emissiezone wordt aangegeven door de borden F117 en F118 als bedoeld in artikel 71.2 van de Wegcode, waaraan een bord met de betreffende periode wordt toegevoegd wanneer de zone tijdelijk wordt vastgesteld.

De omtrek van de krachtens de artikelen 7, 8 en 9 van dit decreet opgerichte lage-emissiezones wordt voortdurend bekendgemaakt op de website van de gemeente waarop ze zich bevinden.

Art. 13. § 1. De controle op de toegang tot de lage-emissiezones en de vaststelling van de overtredingen worden uitgevoerd aan de hand van ANPR camera's met of zonder vaste of mobiele automatische apparaten.

§ 2. De voertuigen waarvoor de in artikel 14 bedoelde databank de voor de in § 1 bedoelde controle nodige informatie niet bevat, moeten het voorwerp uitmaken van een voorafgaande registratie om op het grondgebied van het Waalse Gewest vrij te kunnen rijden.

De Regering bepaalt de registratiemodaliteiten alsook de voertuigen die van de registratie worden vrijgesteld. Ze stelt een instrument waarmee kan worden bepaald of een voertuig moet worden geregistreerd, ter beschikking van het publiek.

Art. 14. § 1. De gegevens die voor de toepassing van dit decreet strikt noodzakelijk en relevant zijn, worden in een databank opgenomen.

De door de Regering aangewezen diensten beheren deze databank.

Daartoe verzoeken deze diensten de bevoegde instanties, zoals de instantie verantwoordelijk voor de inschrijving van de voertuigen, en de gemeenten die een lage-emissiezone op hun grondgebied oprichten, om de nodige gegevens betreffende de voertuigen in elektronisch formaat over te maken.

§ 2. Indien de in § 1 bedoelde gegevens, met uitzondering van de in § 3 bedoelde gegevens, geen substantiële rol kunnen vervullen teneinde een overtreding te bewijzen, worden ze tijdens drie maanden bewaard, tenzij de gegevens nodig zijn in het kader van opvolgingsonderzoek of voor historische, statistische of wetenschappelijke doeleinden waarbij de wetgeving inzake de persoonlijke levenssfeer wordt gerespecteerd.

Om dit te doen, worden de persoonsgegevens anoniem gemaakt van zodra hun individualisering niet meer noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor ze werden verzameld.

De gegevens kunnen aan de door de Regering aangewezen overheden of administraties megedeeld worden met het oog op hun latere verwerking voor historische, statistische of wetenschappelijke doeleinden.

§ 3. De gegevens gebonden aan de registratie van de voertuigen worden tijdens maximum drie maanden na het verstrijken van de duur van geldigheid van de betrokken registraties bewaard.

De gegevens verstrekt door de persoon op wiens naam het voertuig staat ingeschreven om toegang te hebben tot een lage-emissiezone, mogen tijdens maximum drie maanden na het verstrijken van de geldigheid van de bekomen toegang bewaard worden.

§ 4. De Regering bepaalt de wijze waarop de gegevens betreffende de voertuigen in de databank opgenomen worden alsook de procedure en de modaliteiten daarvan. Ze bepaalt de voorwaarden betreffende de inhoud en de werking van de databank.

HOOFDSTUK III. — *Motorstillegging*

Art. 15. Wanneer een voertuig tot stilstand komt op een plaats waar het niet verboden is om te stoppen of een voertuig te parkeren op grond van artikel 24 van de Wegcode, moet de bestuurder de motor van het voertuig rechtstreeks uitschakelen.

De Regering kan voorzien in afwijkingen van het eerste lid voor bepaalde categorieën voertuigen of in geval van technisch probleem.

HOOFDSTUK IV. — *Onderhoud van de voertuigen om de emissies te beperken*

Art. 16. § 1. De Regering kan de modaliteiten voor de controle van de luchtverontreinigende stoffen van voertuigen bepalen, die toegepast worden:

1° in de keuringsstations tijdens periodieke of aanvullende controles;

2° bij willekeurige controles op de openbare weg.

§ 2. Om de milieuprestatie van voertuigen te controleren, te onderhouden en aan te moedigen, kan de Regering een onderhouds- en reparatie-inrichting die voldoet aan de door haar bepaalde voorwaarden en modaliteiten erkennen. De voorwaarden hebben betrekking op de eisen betreffende het materiaal voor de meting van de emissies, op de toepassing van de controlemethodes, op de technische onderhoudsaksen en op de advisering van voertuiggebruikers.

§ 3. De erkende onderhouds- en reparatie-inrichting geeft een conformiteitsattest aan de eigenaar van het betrokken voertuigen en aan de door de Regering aangewezen dienst af. De Regering stelt de inhoud van het attest vast.

Overeenkomstig artikel 4, § 2, kan de aanvrager, op basis van het afgegeven attest, een tijdelijke afwijking vragen, die hem het mogelijk maakt toegang te hebben tot de lage-emissiezones. De Regering bepaalt de aanvraagprocedure en de modaliteiten ervan.

HOOFDSTUK V. — *Strafrechtelijke en administratieve overtredingen*

Art. 17. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van artikel D.151 van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die :

1° artikel 2 overtreedt.

2° met kennis van zaken, zich niet overeenkomstig artikel 13, § 2, heeft ingeschreven of valse gegevens voor de registratie heeft verstrekt;

3° toegang heeft tot een lage-emissiezone in overtreding van artikel 4;

4° artikel 15 overtreedt.

5° een in artikel 16 bedoeld attest afgeeft zonder te beschikken over de nodige erkenning.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 18. Artikel D.138, eerste lid, van Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 en voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, wordt aangevuld met een punt 20°, luidend als volgt:

"20° het decreet van 17 januari 2019 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging gebonden aan het verkeer van de voertuigen."

Art. 19. In artikel D.141 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij het decreet van 19 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vierde lid wordt vervangen door wat volgt :

"Wanneer de ambtenaar-vaststeller in geval van flagrante overtreding, begaan vanuit een motorvoertuig of aan de hand van een motorvoertuig, niet de auteur van de feiten maar wel de nummerplaat van het voertuig heeft kunnen identificeren, heeft het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding en bevattende de identificering van de nummerplaat van het voertuig bewijskracht dat de overtreding werd begaan door de persoon op wiens naam het voertuig ingeschreven staat bij de voor de inschrijving verantwoordelijke instantie of bij zijn buitenlandse equivalent. Dat vermoeden kan door elk rechtsmiddel omgekeerd worden, met uitzondering van de eed.";

2° bedoeld artikel wordt aangevuld met volgend lid, luidend als volgt:

"Ingeval van betwisting van het vermoeden door een rechtspersoon, deelt laatstgenoemde de identiteit mede van de bestuurder op het ogenblik van de betrokken feiten of, indien zij die niet kent, de identiteit van de persoon die het voertuig onder zich heeft."

Art. 20. In artikel D.146 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010 en 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 4° wordt vervangen als volgt:

"4° de opdracht geven om een voertuig, met inbegrip van de voor het vervoer gebruikte voertuigen aan te houden, en hun lading controleren;

2° het artikel wordt aangevuld met een punt 11°, luidend als volgt:

"11° de nodige administratieve gegevens raadplegen en een afschrift ervan nemen, zoals de wettelijk voorgeschreven documenten die de bestuurder in zijn bezit moet hebben en in ruimere zin alle documenten die nuttig zijn voor de identificatie van het voertuig, de bestuurder of de persoon op wiens naam het voertuig staat ingeschreven."

Art. 21. Artikel D.159, § 2, van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 en voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt:

"9° de overtredingen van het decreet van 17 januari 2019 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging gebonden aan het verkeer van de voertuigen."

Art. 22. Artikel D.167, § 1, van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt:

"4° de overtredingen van het decreet van 17 januari 2019 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging gebonden aan het verkeer van de voertuigen."

Art. 23. In artikel 29, § 2, van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie van het wegverkeer, gewijzigd bij de wetten van 1 april 2006 en 20 maart 2007, wordt een vierde lid ingevoegd, luidend als volgt:

"De overtreding van de in het eerste lid bedoelde reglementen m.b.t. een lage-emissiezone, zoals bedoeld in artikel 2.63 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, wordt niet strafrechtelijk vervolgd."

Art. 24. In artikel 28 van de wet van 28 december 21964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging wordt artikel 2, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt:

"§ 2. Onder verontreinigingspieken wordt verstaan, het niveau van luchtverontreiniging dat de uitvoering van dringende maatregelen rechtvaardigt.

De Regering wordt gemachtigd om de dringende maatregelen te bepalen."

Art. 25. De Regering legt uiterlijk 1 juni van elk jaar een omstandig jaarverslag i.v.m. de uitvoering van dit decreet aan het Parlement over.

Het eerste verslag wordt voor 1 juni 2022 voorgelegd.

Art. 26. Met uitzondering van de artikelen 4 tot 13 treedt dit decreet in werking op 1 maart 2019.

De artikelen 4 en 13 treden in werking op 1 juli 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 januari 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en
afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1226 (2018-2019) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 16 januari 2019.

Bespreking
Stemming.